



PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION  
DES POLITIQUES PUBLIQUES  
ET DE L'APPUI TERRITORIAL  
BUREAU DE L'UTILITE PUBLIQUE  
ET DES PROCEDURES ENVIRONNEMENTALES

**ARRÊTÉ**

**n° 2018.PREF/DCPPAT/BUPPE/146 du 9 juillet 2018  
mettant en demeure la Société URBASYS de respecter  
l'article 2.3 « conditions de rejets à l'atmosphère » de l'arrêté préfectoral complémentaire  
n° 2017.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/023 du 17 janvier 2017  
pour son établissement situé à VARENNES-JARCY**

**LE PRÉFET DE L'ESSONNE**  
**Officier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 27 avril 2018 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet hors classe, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 12 octobre 2017 portant nomination de M. Mathieu LEFEBVRE, administrateur civil hors classe détaché en qualité de sous-préfet hors classe, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-PREF-DCPPAT-BCA-080 du 22 mai 2018 portant délégation de signature à M. Mathieu LEFEBVRE, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU les actes antérieurement délivrés à la société URBASYS pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de VARENNES-JARCY, Route du Tremblay :

- Arrêté préfectoral n° 2008.PREF.DCI/3 0125 du 22 août 2008
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2010.PREF.DCI/2 0025 du 8 février 2010
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2010.PREF.DRIEE/0034 du 18 novembre 2010
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/443 du 9 septembre 2013
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2014.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/744 du 16 octobre 2014,
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2017.PREF/BEPAFI/SSPILL/023 du 17 janvier 2017

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 15 mars 2018, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 28 février 2018, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 29 mars 2018 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier préfectoral susvisé au terme du délai imparti,

CONSIDERANT que lors de la visite du 28 février 2018, l'inspecteur a constaté le non respect des valeurs limites d'émission (VLE) :

- groupe électrogène n° 3 : pour le paramètre SO<sub>2</sub> (107 mg>40 mg/Nm<sup>3</sup>) et pour le paramètre NO<sub>x</sub> (223 mg>100 mg/Nm<sup>3</sup>),
- pour la chaudière vapeur : pour le paramètre CO (786 mg>100 mg/Nm<sup>3</sup>).

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 2.3 « conditions de rejets à l'atmosphère » de l'arrêté préfectoral n° 2017.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/023 du 17 janvier 2017 portant mise à jour de la situation administrative et actualisation des prescriptions de fonctionnement des installations situées Route du Tremblay à VARENNES-JARCY, exploitées par la société URBASYS,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société URBASYS de respecter l'arrêté du 17 janvier 2017 précité, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La Société URBASYS, dont le siège social et les installations sont situés Route du Tremblay à VARENNES-JARCY (91480), exploitant une installation de méthanisation, est mise en demeure de respecter :

**dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- l'article 2.3 « conditions de rejets à l'atmosphère » de l'arrêté préfectoral n° 2017.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/023 du 17 janvier 2017 susvisée, en respectant les valeurs limites d'émission pour les installations et les paramètres suivants :
  - groupes électrogènes : 40 mg/Nm<sup>3</sup> pour le SO<sub>2</sub> et 100 mg/Nm<sup>3</sup> pour le NO<sub>x</sub>
  - chaudière vapeur : 100 mg/Nm<sup>3</sup> pour le CO

**ARTICLE 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 4 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture,  
Les inspecteurs de l'environnement,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la Société URBASYS, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Maire de VARENNES-JARCY.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Mathieu LEFEBVRE

